

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 19 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **Déjà au bord d'une rupture ??**
- 2) **L'écurie du « cheval fou » se cherche**
- 3) **Le GVT mi-figue mi-raisin !**
- 4) **Un chaud dossier pour Hulot**
- 5) **Les réactions...**
- 6) **En finir avec la droite !**
- 7) **La vie, la mort : un objet marketing...**
- 8) **Encore des casseroles...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) À Lyon, le MoDem et En Marche! au bord de la rupture



FRANÇOIS BAYROU ET GÉRARD COLLOMB. - FRANCOIS MORI / POOL / AFP

Le MoDem menace de présenter des candidats alternatifs dans trois circonscriptions lyonnaises, fief du macroniste Gérard Collomb.

Coup de pression ou dissidence? Selon Libération, le MoDem menace de faire sécession avec La République en marche (LREM) dans le Rhône. C'est que la capitale des Gaules est tenue par Gérard Collomb, baron socialiste et soutien de la première heure d'Emmanuel Macron. De sorte que les investitures aux législatives sont "trustées" par les proches du sénateur-maire: les quatre circonscriptions lyonnaises sont confisquées par les proches de Gérard Collomb, et la commission nationale d'investiture n'a désigné qu'un seul candidat MoDem dans les quatorze circonscriptions du Rhône. Les partisans locaux de François Bayrou n'y trouvent donc pas leur compte.

Le MoDem 69 envisage donc de présenter des candidats contre leurs camarades macronistes dans les 2e, 7e et 14e circonscriptions du Rhône. "Cela fait des semaines que nous tendons la main à LREM et à Gérard Collomb", déplore le patron du parti dans le Rhône, François-Xavier Pénicaud. Ce dernier minimise toutefois le bras de fer: "Ce n'est pas une démarche agressive. La victoire d'Emmanuel Macron est formidable mais on veut que les promesses soient tenues, celles du renouvellement et de l'équilibre des sensibilités. »

"Intégrer les centristes"

Si le MoDem soutient la plupart des candidats LREM, comme l'entrepreneur Bruno Bonnell, qui affrontera l'ancienne ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem, cela ne va pas sans contrepartie, aux yeux de ses membres:

"Nous demandons des gestes envers les centristes, en les intégrant dans la campagne en tant que suppléant, directeur de campagne ou mandataire financier par exemple", continue François-Xavier Pénicaud.

"C'est un message fort mais leur décision peut être contredite au niveau national. On va tout faire pour les entraîner dans ce rassemblement et les convaincre qu'on peut mener de nombreux combats ensemble", réplique le référent En Marche! du Rhône, Bruno Bonnell. N'en déplaise au secrétaire général d'En Marche! Richard Ferrand, il semble donc qu'un "accord d'appareil" soit à l'ordre du jour entre Rhône et Saône, la question devant être tranchée avant vendredi.

<http://www.bfmtv.com/politique/a-lyon-le-modem-et-en-marche-au-bord-de-la-rupture-1164943.html>

Louis Nadau



LAPRESSEENREVUE.EU

II) L'écurie Valls se déchire sur l'appartenance du PS à la majorité de Macron



Luc Carvounas. © Capture d'écran LCP.



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr

Emmanuel Macron doit bien rigoler à voir les divisions se créer au sein de LR comme au sein du PS. Son entreprise de « déstabilisation » et de recomposition de la vie politique suit son petit bonhomme de chemin et les partis éliminés au premier tour de la présidentielle se chamaillent.

Et alors que de nombreux socialistes voulaient soutenir Emmanuel Macron, la nomination du député-maire LR du Havre Edouard Philippe à Matignon en a refroidit plus d'un. Ainsi le PS et Jean-Christophe Cambadélis ont lancé une campagne pour rappeler les votes du nouveau Premier ministre lors du quinquennat Hollande. Et le sénateur socialiste Luc Carvounas, ex-proche de Manuel Valls, de pester contre Didier Guillaume, le patron des sénateurs PS, qui a répété ce mercredi 17 mai que "le PS est dans cette majorité parce qu'Emmanuel Macron est un progressiste qui porte beaucoup de nos idées". Ce qui irrite donc fortement Luc Carvounas qui demande au patron du PS de rappeler à l'ordre l'ancien directeur de campagne de Manuel Valls pendant la primaire :

Je trouve que ce comportement de Didier Guillaume est un comportement de pyromane. Je pense à mes camarades en campagne comme Seybah Dagoma qui a en face d'elle un candidat de En Marche. Je pense à Najat Vallaud-Belkacem. Entendre de tels propos en pleine campagne électorale est inacceptable. Il n'a aucun mandat politique pour se permettre de parler de cette manière-là. Je demande à Jean-Christophe Cambadélis un rappel à l'ordre à Didier Guillaume qui n'a aucun mandat pour se comporter de cette manière-là, et qui est en train d'envoyer dans le mur celles et ceux qui ont le courage d'aller sous la bannière socialiste aux législatives. Cela suffit. Il est en train de parasiter le message des socialistes qui sont en campagne. C'est une faute politique et je la dénonce.

"Je ne crois pas à la disparition du clivage droite-gauche", ajoute le sénateur PS qui insiste sur le fait qu'Emmanuel Macron "a décidé de nommer un Premier ministre LR qui n'a voté quasiment aucune des lois du précédent quinquennat". Et d'ajouter, amer :

Je constate qu'un bon nombre de mes amis se rallient sous la bannière d'un chef de la majorité qui fait table rase du passé et de ce bilan.

Dans son viseur donc, Didier Guillaume, son patron de groupe à la chambre haute. Sur Sud Radio et Public Sénat ce mercredi, le sénateur PS avait lancé :

Moi j'espère, je souhaite, que les socialistes soient dans cette majorité présidentielle. Ça ne nous empêchera pas de regarder les choses telles qu'elles sont. Mais enfin, sur les premières mesures qui sont proposées par le président de la République, elles correspondent totalement à ce que nous avons fait dans le précédent quinquennat et ce que nous avons fait de façon historique. Donc oui, je pense que les socialistes doivent être dans la majorité, et le moment venu devront affirmer qu'ils sont favorables à la déclaration de politique générale. [...] Il ne faut pas perdre notre identité [...] mais il faut avancer.

lelab.europe1.fr

III) Le gouvernement Philippe, une «petite coalition»

Par Mathieu Magnaudeix et Ellen Salvi

À un mois des législatives, l'arc politique du gouvernement Philippe, premier de l'ère Macron, reste étroit. Parcours, société civile, parité, diversité : le « renouvellement » promis est en demi-teinte.

À quinze heures pile, le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, se

présente sur le perron de l’Élysée. Il annonce la composition du premier gouvernement du quinquennat Macron, celui qui devra mener la bataille des législatives. Dix-huit ministres, quatre secrétaires d’État. Tout de suite, des noms qui claquent, les bonnes prises qui vont faire parler : le célèbre Nicolas Hulot, ministre d’État, nommé ministre « de la transition écologique et solidaire », bombardé numéro trois du gouvernement. Françoise Nyssen, la fondatrice des éditions Actes Sud, entrepreneure du livre nommée ministre de la culture ; l’escrimeuse Laura Flessel, quintuple médaillée olympique, aux Sports.

Il y a beaucoup de noms inconnus du grand public : la fameuse « société civile » annoncée. Un membre du gouvernement sur deux n’est pas un élu. Mais beaucoup sont loin d’être des novices. Jean-Michel Blanquer, le patron de l’Essec, prestigieuse école de commerce dont les frais de scolarité s’élèvent à 13 500 euros par an, est nommé à l’Éducation nationale ; Muriel Pénicaud, ex-DRH de Danone et de Dassault entre au ministère du travail ; Elisabeth Borne, patronne de la RATP, préfète, conseillère de plusieurs ministres socialistes et ex-directrice des concessions d’Eiffage, devient ministre des transports.

Seuls quatre des nouveaux ministres l’ont déjà été auparavant : Bayrou (Modem), Bruno Le Maire (LR), mais aussi Le Drian (PS) et Girardin (radical de gauche), deux ministres sortants – Jean-Yves Le Drian hérite d’un empire ministériel « de l’Europe et des affaires étrangères » ; Annick Girardin passe de la fonction publique aux outre-mers. Il y a du neuf, il y a du plutôt vieux aussi : le maire cumulard de Lyon, Gérard Collomb, 69 ans, jamais ministre certes, mais élu pour la première fois député en 1981; François Bayrou, 66 ans, l’« allié » de Macron, élu conseiller général dès 1982 et trois fois candidat à la présidentielle ; Le Drian, 69 ans, élu maire de Lorient dès 1981.

On s’aperçoit que des ministres ont été rattachés à d’autres ministres, une coquetterie qui permet de ne pas froisser les susceptibilités. On débuse des curiosités sémantiques : le « ministère de l’Europe » de Le Drian qui remplace les « affaires européennes », devenu un ministère sous tutelle du Quai d’Orsay ; le « ministère de la transition écologique et solidaire » de Hulot ; celui de la « cohésion des territoires » pour Ferrand ; « l’action et les comptes publics » pour Gérard Darmanin, pudding ministériel incluant la réforme de l’État, la fonction publique, la modernisation de l’action publique et le budget.

Il y a aussi ces disparitions d’intitulés et de champs ministériels : plus de ministère des « finances », des « familles », des « affaires sociales », de la « ville », du « logement », de la « fonction publique » ni de la « jeunesse », en attendant peut-être de futurs secrétariats d’État.



Jean-Yves Le Drian, désormais ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Sylvie Goulard, ministre des armées venue du Modem.

Emmanuel Macron avait annoncé un gouvernement « et de droite et de gauche ». Une sorte de réunion des « compétents ». Invité de Mediapart deux jours avant son élection, il avait annoncé la couleur : « Je choisirai des femmes et des hommes qui ont de l’expérience politique, mais aussi une crédibilité dans le domaine choisi. » Il promettait des personnalités venues de la société civile « qui ont une légitimité dans le champ qui est le leur », à côté de « figures d’expérience ». Un « alliage », disait-il, du neuf et de l’ancien. « Il y aura aux premières fonctions des gens que vous n’avez pas vus aux responsabilités. »

Ces dernières heures, ses proches annonçaient des « surprises ». L’annonce avait été décalée de vingt-quatre heures, pour montrer que le président est redevenu « le maître des horloges » – une expression très en cour à l’Élysée au point de contaminer nombre de comptes-rendus dans la presse. Mais aussi pour « éviter une nouvelle affaire Thévenoud », dit l’Élysée, en prenant « un temps de vérification » des conflits d’intérêts et de la situation fiscale des

intéressés, auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) et la direction générale des finances publiques (DGFiP).

Quelques noms sautent aux yeux, l’effet de surprise est bien là. Mais en réalité, le casting annoncé est plutôt classique. Surtout, il étonne à plusieurs égards.

Le plus frappant est d’abord l’étendue plutôt faible de l’arc politique qu’il dessine, malgré les tentatives de Macron et de son ministre Édouard Philippe d’élargir en vue des législatives des 11 et 18 juin. La « grande coalition » à l’allemande, ou encore cette « coalition des « progressistes », (« la social-démocratie, l’écologie réaliste, les radicaux de gauche et de droite et le gaullisme social, et la droite orléaniste, et le centre-droit européen ») que Macron rêve d’implanter en France est pour l’instant une assez petite coalition alliant des personnalités de centre-gauche, les fidèles d’En Marche!, trois membres du Modem (outre Bayrou, la ministre des armées Sylvie Goulard et la secrétaire d’État Marielle de Sarnez), et, en plus du premier ministre Édouard Philippe, deux personnalités LR, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin.

Sur sa gauche, Emmanuel Macron nomme des fidèles, socialistes ou radicaux de gauche mais déjà ralliés, comme Collomb, Mézard (Agriculture), Le Drian, Christophe Castaner (relations avec le Parlement, porte-parole), des figures d’En Marche! (Mounir Mahjoubi, secrétaire d’État au numérique ; Marlène Schiappa, secrétaire d’État à l’égalité femmes-hommes). Au-delà, la seule « ouverture » vers la gauche est l’éditrice éclectique et engagée Françoise Nyssen, qui publie de grands auteurs étrangers, mais aussi Pierre Rabhi ou Naomi Klein.

Sur sa droite, l’hémorragie fatale n’a pas encore eu lieu. Depuis la nomination d’Édouard Philippe au poste de premier ministre, la droite retenait son souffle. Certains ténors de la rue de Vaugirard craignaient que le chef du gouvernement n’ait négocié avec Emmanuel Macron l’entrée de plusieurs élus LR, dont plusieurs proches de Juppé. Finalement, seuls Bruno Le Maire (économie) et Gérard Darmanin, jusqu’alors maire de Tourcoing (Nord), lui emboîtent le pas à ce stade. Ils se sont immédiatement exclus de leur parti, a précisé le secrétaire général de LR, Bernard Accoyer, dans un communiqué.

Autre constat : la politique économique va se faire à droite. Le Maire et Darmanin, justement, deux hommes très marqués à droite, se partagent Bercy. Ce choix en dit long sur l’inflexion qu’Emmanuel Macron entend donner à la politique économique. Si Bruno Le Maire aura à appliquer le projet du président de la République, il défendait comme candidat à la primaire (résultat : 2 %) un programme ultralibéral, cuisinant son « renouveau » dans les vieux pots de la droite.

Quant à Gérard Darmanin, il ne s’est jamais illustré sur les sujets économiques et financiers. Ce proche de Xavier Bertrand, aux côtés duquel il est élu à la région Hauts-de-France, s’était jusqu’ici contenté de jouer les porte-voix de Nicolas Sarkozy, dont il a coordonné les deux dernières campagnes (celle pour la présidence de l’UMP en 2014 et celle pour la primaire). Jusqu’à sa démission de l’Assemblée nationale en janvier 2016, il était membre de la commission du développement durable et de l’aménagement du territoire.

Le ministère du travail, lui, est occupé par une titulaire atypique à ce poste : Muriel Pénicaud, ancienne patronne de Business France, mais surtout ancienne DRH de Dassault Systèmes puis de Danone, et ex-administratrice de la SNCF, Orange, Aéroports de Paris, Paris-Saclay. C’est elle qui devra gérer l’épineux dossier de la réforme du code du travail, qu’Emmanuel Macron entend faire adopter par ordonnances. Pénicaud est de toute évidence une experte du dialogue social, mais très connotée grands groupes et CAC 40. Autre curiosité : l’organisme qu’elle quitte, Business France, est actuellement visé par une enquête préliminaire concernant une soirée du ministère de l’économie organisée sans appel d’offres à Las Vegas, début 2016. Le ministre de l’époque s’appelait alors Emmanuel Macron.

D’autres constats s’imposent. À ce stade, et en attendant d’éventuelles autres nominations, seuls deux des 22 ministres et secrétaires d’État sont issus des minorités visibles : Mounir Mahjoubi et Laura Flessel. En la matière, le « renouvellement » attendra. Par ailleurs, la parité est incomplète. Certes, il y a autant de femmes que d’hommes ministres, mais les principaux postes régaliens ont bien été confiés à des hommes. Aucune femme ne figure parmi les trois ministres d’État (Collomb, Hulot, Bayrou). La première à avoir été citée, après Gérard Collomb, Nicolas Hulot et François Bayrou, est la centriste Sylvie Goulard, nommée aux armées. Dans le gouvernement Philippe, ce sont les hommes qui gèrent.

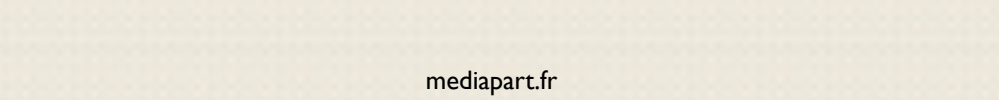
Le président de la République avait également assuré fin avril sa volonté de créer « un ministère plein et entier des droits des femmes ». La fondatrice du

réseau « Maman travaille », Marlène Schiappa, jusqu’alors responsable du pôle « égalité femmes-hommes » pour En Marche!, hérite finalement d’un simple secrétariat d’État. Plusieurs associations féministes ont déploré qu’aucun ministère de plein exercice n’ait été créé sur le sujet. « Annoncée comme étant “la grande cause nationale de son quinquennat” par Emmanuel Macron, la politique publique en faveur de l’égalité doit maintenant être dotée de moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux », a averti le Haut conseil à l’égalité entre les femmes et les hommes.

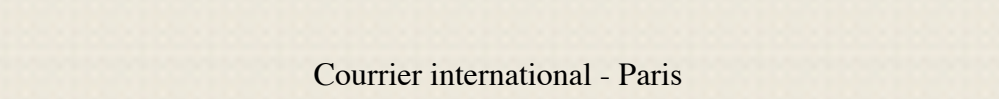
Parmi les nouveaux ministres et secrétaires d’État, six sont candidats aux législatives : Richard Ferrand (Finistère), Marielle de Sarnez (Paris), Christophe Castaner (Alpes-de-Haute-Provence), Mounir Mahjoubi (Paris), tous quatre investis par LREM. La PRG Annick Girardin se présente dans la circonscription de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le nouveau ministre de l’économie, Bruno Le Maire, était quant à lui censé faire campagne sous les couleurs de LR-UDI, mais son entrée au gouvernement l’exclut de facto de son parti, lequel lui opposera un adversaire dans sa circonscription.

Interrogé par Mediapart le 5 mai, Emmanuel Macron s’était refusé à dire si son futur gouvernement avait vocation à jouer les « gouvernements de combat » pour les législatives. « Je nommerai un gouvernement qui a vocation à durer. Avec un premier ministre qui sera à la tête, évidemment, de la campagne », s’était-il contenté de répondre. L’Élysée a fait savoir que les battus devront quitter leur ministère.

Certains interprètent la composition du nouvel exécutif comme une première étape vers la « recomposition politique » tant promise. « Il y aura un effet de"blast" », un souffle assurant une majorité dans la foulée de la présidentielle, assure depuis des semaines le nouveau porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner. Pour l’heure, cette recomposition ressemble surtout à une tentative du président de déstabiliser LR. À un mois du scrutin, le succès de l’opération n’est pas garanti.



1) Vu de l’étranger. Premier gouvernement de Macron : “une paella avec des ingrédients d’origines très diverses”



Emmanuel Macron et Gérard Collomb, le nouveau ministre de l'Intérieur, en septembre 2016. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

Le premier gouvernement du quinquennat d’Emmanuel Macron a été annoncé mercredi 17 mai. Il est constitué de personnalités de tous bords politiques et de tout âge. Premières réactions de la presse étrangère.

Avec 24 heures de retard sur l’agenda, Emmanuel Macron a enfin révélé le premier gouvernement de son quinquennat. Résultat : 18 ministres et 4 secrétaires d’État, venant d’horizons différents. “Il panache des responsables de droite, de gauche, du centre et de la société civile, pivot de la doctrine politique du jeune centriste, qui a désigné lundi un premier ministre issu du parti de droite Les Républicains, Édouard Philippe, 46 ans, quasi inconnu du grand public”, relate le quotidien suisse **Le Temps**.

Pour le journal italien **La Stampa**, Emmanuel Macron, qui avait promis un gouvernement de droite et de gauche, “a tenu parole, même si, globalement, cet exécutif qui sera dirigé par Édouard Philippe semble avoir son centre de gravité plus à gauche (ou du moins au centre-gauche) qu’à droite”. En Espagne, **ABC** compare ce gouvernement à “une paella avec des ingrédients d’origines très diverses”.

Selon un autre titre italien, **La Repubblica**, “cet exécutif reflète la volonté du président d’une équipe élargie et composée de personnalités gaullistes, socialistes et écologistes”. En Allemagne, **Zeit Online** préfère parler d’un “mélange de socialistes, de libéraux et de conservateurs”.

Au-delà des appartenances politiques, El Pais souligne le fait que “Macron s’appuie sur des vétérans de la politique pour mettre sa révolution en marche”. Le journal de Madrid insiste sur le “secret avec lequel les délibérations ont été menées”, un phénomène qui a “fait monter les spéculations à Paris, une ville dans laquelle une grande partie de l’activité tourne autour du pouvoir et de l’État”.

Un “vétérán socialiste” comme numéro deux du gouvernement

The Daily Telegraph retient en titre la nomination de Sylvie Goulard, “une femme comme ministre de la défense”, symbole de la parité voulue par Emmanuel Macron d’après le journal conservateur britannique. Après avoir nommé un Premier ministre de droite, note le quotidien londonien, “M. Macron a choisi Gérard Collomb, un vétérán socialiste maire de Lyon, comme ministre de l’Intérieur et numéro deux du gouvernement”.

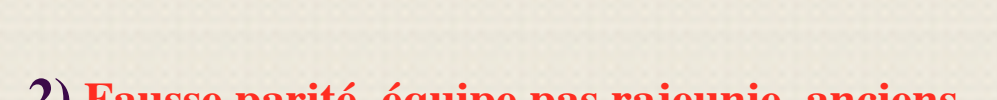
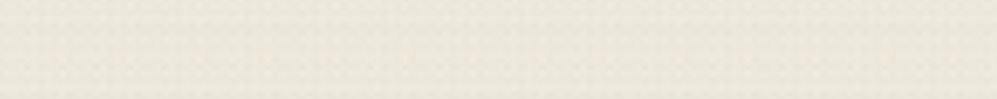
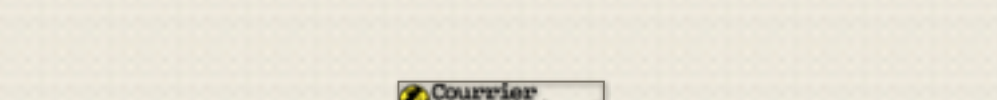
En Belgique, **Le Soir** insiste sur le “trophée vert” remporté par Emmanuel Macron avec la nomination de Nicolas Hulot comme ministre de l’Écologie.

Une belle prise pour le nouveau président français. Et l’occasion de redorer son image écolo, les problématiques environnementales ne constituant certainement pas le cœur de son projet présidentiel.”

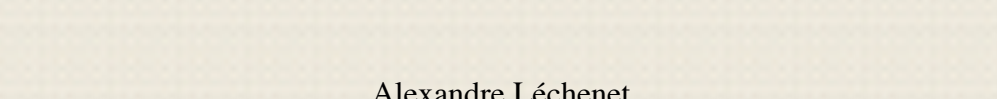
Côté économie, le site d’information américain Bloomberg s’intéresse plus particulièrement au nouveau ministre Bruno Le Maire, “un germanophone qui va resserrer les liens avec le voisin principal”.

Le quotidien espagnol El Pais rappelle toutefois que “ce gouvernement est provisoire” et que “sa mission aujourd’hui n’est pas seulement de gouverner mais aussi de gagner les élections”.

Corentin Pennarguear



2) Fausse parité, équipe pas rajeunie, anciens ministres: le gouvernement d'Edouard Philippe n'a rien de nouveau



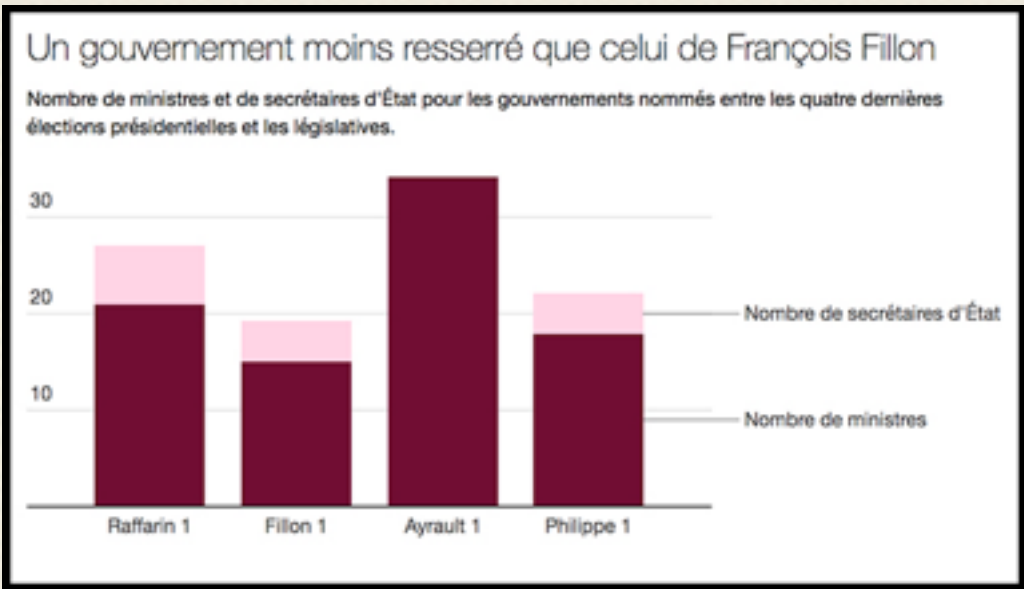
Alexandre Léchenet

Après une campagne menée sur le thème du renouvellement, la composition du premier gouvernement de l’ère Macron était très attendue. Au final, le nouveau président s'offre une équipe plutôt resserrée et paritaire, mais pas rajeunie et où les portefeuilles régaliens restent quasiment tous aux mains des hommes.



Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense sortant et nouveau ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, accueille Sylvie Goulard, qui lui succède à l'hôtel de Brienne. THOMAS SAMSON / AFP.

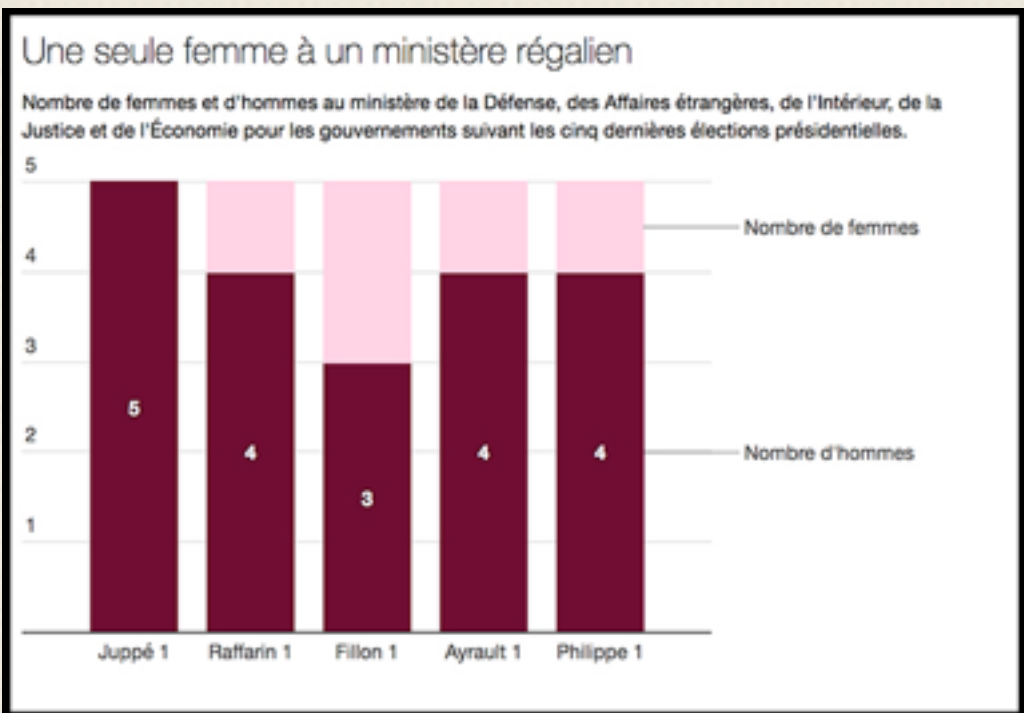
Emmanuel Macron avait promis un gouvernement resserré: celui dirigé par Édouard Philippe, et dont la composition a été annoncée mercredi sur les marches de l'Élysée par Alexis Kohler, le secrétaire général de la présidence, compte 18 ministres et 4 secrétaires d'État. Ce n'est pas le plus restreint, puisque le premier gouvernement de François Fillon comptait 21 membres. Il est par ailleurs de tradition que le gouvernement soit plus restreint avant les élections législatives, et qu'un léger remaniement suive celles-ci avec l'entrée de ministres supplémentaires.



Parité de façade

Concernant la parité, il était difficile de revenir en arrière depuis les gouvernements parfaitement paritaires du quinquennat Hollande. Là-dessus, pas de régression: le nouveau gouvernement compte autant d'hommes que de femmes (enfin, sans compter le Président et le Premier ministre, faut pas exagérer).

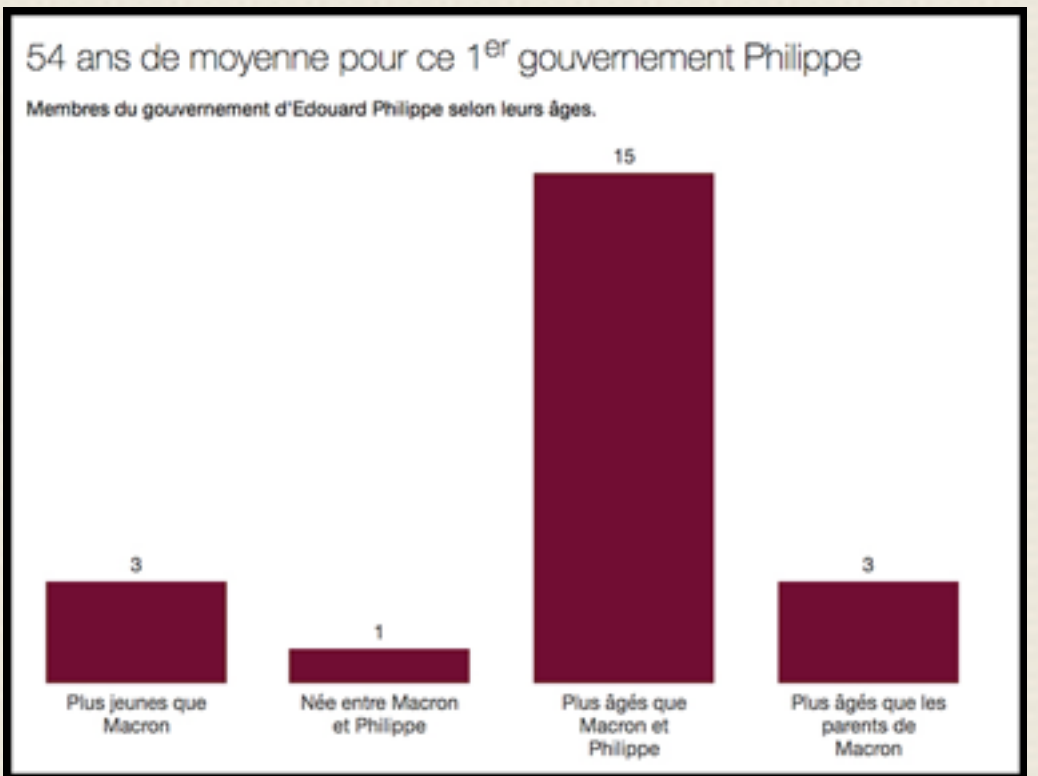
L'attribution des postes ne change pas, en revanche: les postes les plus importants sont réservés aux hommes. Les ministères régaliens (Défense, Intérieur, Justice, Affaires étrangères et Économie) sont attribués principalement à des hommes. Sylvie Goulard, la ministre des Armées, est la seule femme du quintette. En 2007, le premier gouvernement de François Fillon faisait un peu mieux et comptait deux femmes à ces postes: Michèle Alliot-Marie à l'Intérieur et Rachida Dati comme Garde des sceaux.



54 ans de moyenne d'âge

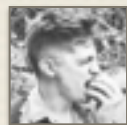
Avec un président né en 1977 et un Premier ministre né sept années plus tôt, il était difficile de faire plus jeune: 18 ministres sur 22 sont plus vieux qu'Emmanuel Macron et Édouard Philippe. Et le premier gouvernement du quinquennat est un peu plus «vieux» que celui composé par Jean-Marc Ayrault il y a cinq ans: 54 ans de moyenne en 2017 contre 52 ans juste après l'élection de François Hollande.

En 2012, deux chercheurs en sciences politiques, Abel François et Emiliano Grossman, avaient calculé que les âges moyens des ministres s'échelonnaient entre 49 et 53 ans selon les législatures. Le nouveau gouvernement ne crée donc pas de rupture en la matière, même si son âge moyen pourrait baisser au fil des nouveaux entrants dans les prochains mois ou années.



Gérard Collomb (Intérieur), Jean-Yves Le Drian (Europe et Affaires étrangères) et Jacques Mézard (Agriculture et alimentation) sont les trois doyens du gouvernement, tous nés la même année, en 1947, soit trente ans avant Emmanuel Macron. À titre de comparaison, en 2012, le doyen du gouvernement Laurent Fabius, aîné d'un an du nouveau ministre des Affaires étrangères, était âgé de 65 ans.

Malgré son slogan lors de la primaire de droite, dans cette liste, le renouveau, ce n'est pas Bruno (Le Maire). Comme trois autres membres du gouvernement, il a déjà été ministre, d'abord aux Affaires européennes puis à l'Agriculture, quand François Fillon était Premier ministre. François Bayrou le fut dans le gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur puis dans celui d'Alain Juppé, à chaque fois à l'Éducation nationale. Jean-Yves Le Drian et Annick Girardin, qui siégeaient au gouvernement de Bernard Cazeneuve jusqu'à sa démission le 10 mai, remplissent. En 2012, lors de la formation du premier gouvernement Ayrault, cinq ministres avaient déjà détenu un portefeuille, soit sous la présidence de François Mitterrand, soit sous le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin.



Alexandre Léchenet



3) Pour François Baroin, les ministres LR sont « très isolés » au gouvernement

Selon le chef de file de la droite pour les législatives, MM. Le Maire et Darmanin subissent une « prise d'otage » en devenant dépositaires du programme économique de M. Macron.



Une « prise d’otage ». C’est ainsi que François Baroin, chef de file du parti Les Républicains (LR) pour les élections législatives, a qualifié, jeudi 18 mai, l’arrivée de Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, issus de ses rangs, au sein du gouvernement d’Edouard Philippe. Le député de l’Eure et le maire de Tourcoing ont respectivement été nommés à l’économie et à l’action et comptes publics.

« Ce n’est pas une prise de guerre, c’est plutôt des prises d’otage. Ils sont très isolés. Edouard Philippe a sans doute tenté d’en amener beaucoup plus ; en réalité il a perdu ses arbitrages », a déclaré M. Baroin sur RTL, qui a ajouté :

« On nous (...) annonçait cinq ou six ou sept ou dix [ministres issus de LR], en réalité je les trouve très isolés. »

« Acteurs d’un projet qu’ils ont combattu »

Mais « c’est assez malin de la part d’Emmanuel Macron de mettre les deux prises d’otage de droite à Bercy pour incarner l’augmentation des impôts et de la CSG », a-t-il jugé, alors que la droite fait campagne pour les législatives contre ces deux mesures. Pour M. Baroin, MM. Le Maire et Darmanin « deviennent aujourd’hui des acteurs d’un projet qu’ils ont combattu il y a encore quelques jours. Ils vont soutenir des candidats qu’ils n’ont pas choisis, plutôt à gauche, et qui participeront à un gouvernement qui penche à gauche avec le retour fracassant de François Bayrou ».

Au même moment, sur CNews, Gérard Darmanin assurait qu’« il n’y aura pas d’augmentation d’impôts pour les plus faibles ». Néanmoins, pour François Baroin, ces nominations montrent « la limite de l’exercice » que se sont efforcés de réaliser Emmanuel Macron et Edouard Philippe en nommant des personnalités issues de différents camps politiques. Selon le maire de Troyes :

« Ça montre que ce n’est pas en choisissant un premier ministre de droite qu’on aura une politique de droite. »

Bernard Accoyer avait annoncé dans un communiqué que les « membres de LR » qui ont « rejoint » le gouvernement « ne font plus partie des Républicains ». Bruno Le Maire perd lui l’investiture de son parti pour les législatives, se voyant opposer une candidature concurrente, et devrait porter l’étiquette La République en marche !.

lemonde.fr

IV) Gouvernement : mais qu’advient-il de l’aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?

Jessica Ibelaïdene - LE MONITEUR.FR

Turbulences (encore) en vue autour de Notre-Dame-des-Landes. Ce 18 mai, dans la même matinale radio, Pascal Canfin, proche du nouveau ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot, et le Premier ministre Edouard Philippe se sont exprimés sur ce dossier brûlant. Alors que le chef du gouvernement semble jouer la prudence, pas sûr que les propos tenus ce matin par les deux personnalités rassurent les acteurs du BTP.



© Vinci Airports - Notre-Dame-des-Landes, premier dossier "chaud" pour le nouveau gouvernement.

Après la consultation locale de juin 2016 concernant l’aéroport Notre-Dame-des-Landes (NDDL), le ministre de la Transition écologique et solidaire fraîchement nommé, Nicolas Hulot, avait déclaré qu’il respecterait le vote de la population. Celle-ci s’était majoritairement exprimée en faveur du projet, une position qui est loin d’être celle du nouveau ministre. « Au gouvernement, maintenant, de prendre ses responsabilités », avait-il ajouté. Le dossier lui revient désormais. Et se pose la question de savoir ce qu’il en fera.

Car si ses propos semblaient clairs, un autre son de cloche a résonné ce 18 mai. Au micro de France Inter, Pascal Canfin, ex-député européen écologiste, président de WWF et proche de Nicolas Hulot estimait en effet qu’il « n’imagin(ait) pas une seconde que Notre-Dame-des-Landes se fasse » avec un tel ministre aux manettes. Selon lui, le médiateur que doit nommer M.Hulot à ce sujet ne doit pas trancher la question de la faisabilité du projet, mais « trouver une solution alternative ».

« Etudier l’ensemble des options »

Quelques instants plus tard, au même micro, le Premier ministre Edouard Philippe a tenté de rééquilibrer les choses. Confirmant la nomination prochaine d’un médiateur (conformément à la promesse de campagne du président de la République), il a expliqué que son rôle serait de « mettre l’ensemble des choses sur la table, d’étudier l’ensemble des options ». Parmi elles, la possibilité d’agrandir l’aéroport actuel de Nantes. Ce qui enterrerait définitivement celui de Notre-Dame-des-Landes. Edouard Philippe assure que le travail du médiateur aboutira à une décision « assumée » et « claire » de la part du gouvernement.

Le dossier Notre-Dame-des-Landes si controversé n’a pas fini de faire parler de lui. Et il pourrait bien être le premier sujet clivant dans ce gouvernement fraîchement nommé. En attendant, les acteurs du BTP concernés restent dans le flou.

LEMONITEUR.fr

MAIS AUSSI

1) Lienemann demande à Hulot de bloquer la ratification du CETA

par Vincent Kranen

Marie-Noëlle Lienemann

La sénatrice socialiste de Paris a réagi, jeudi dans Politique matin, à la nomination du ministre de la Transition écologique et solidaire. "Nicolas Hulot, moi je l'attends sur un dossier. Il s'est mobilisé très fortement pour dire que c'était dangereux de ratifier le traité de libre-échange avec le Canada, le CETA. J'espère qu'il va obtenir que le gouvernement ne propose par la ratification et conteste le CETA." Emmanuel Macron s’est engagé à demander à un comité d’experts un rapport sur les conséquences de cet accord sur l’environnement et la santé, avant d’engager la ratification.



2) Les compétences ont-elles vraiment guidé la formation du gouvernement Macron ?



Hervé Nathan
Directeur adjoint de la rédaction

Alors qu'Emmanuel Macron avait promis que seules les compétences guideraient la formation du nouveau gouvernement, le résultat interroge : que vient faire par exemple Gérard Darmanin aux Comptes publics ?

La compétence, c'était une promesse du candidat Macron, qui avait élevé ce critère en principe cardinal des nominations au gouvernement. Si ce principe est totalement respecté pour les ministres de la "société civile" (où l'on trouve d'ailleurs pas mal de hauts-fonctionnaires...), il semble s'évanouir lorsqu'il s'agit du personnel politique.

C'est ainsi que le jeune Gérard Darmanin, 34 ans (mais aux âmes bien nées...), n'a jamais discuté d'un projet de loi de Finances de l'Etat (PLF) ou de la sécurité sociale (PLFSS). Mais ça ne l'a pas empêché d'être nommé à Bercy, comme ministre des Comptes publics. Ce spécialiste de la carte électorale n'ira pas représenter les qualités la France lors des conseils EcoFin chaque mois ou dans les G7, G8 ou G20 finances, deux fois par an, comme le faisait ses prédécesseurs, Eirc Woerth ou Michel Sapin

Ce rôle sera dévolu semble-t-il à son collègue, l'archi-énarque et normalien Bruno Le Maire, plus indiqué pour s'occuper de l'argent public, puisque lui au moins a siégé dans la commission des Finances de l'Assemblée. En revanche, il n'a guère de titres à s'occuper d'économie, dont il est pourtant en charge dans le nouveau gouvernement, car on ne lui connaît pas une grande réflexion sur les problèmes tels que la compétitivité-prix ou la marge brute des entreprises.

Sans doute pour la carte de dissident LR ouvre-t-elle grand les portes des ministères... Comme la carte du Parti radical de gauche (PRG) a propulsé Jacques Mézard à l'Agriculture. L'élu du Cantal est certes citoyen de la France rurale, mais ce sénateur était jusqu'à aujourd'hui membre de la commission des Lois et sur le site de son institution, on ne trouve guère trace d'interventions qui aient trait (c'est le mot) à la chose agricole. Son collègue de la Justice François Bayrou s'y connaît, lui, vraiment en labour puisqu'il est exploitant agricole. Mais le professeur d'histoire a obtenu le prestigieux poste de garde des Sceaux, ce qui lui permettra de porter le premier texte de loi du quinquennat, sur la moralisation de la vie politique. Le poids politique du Béarnais lui vaut sans doute brevet d'omniscience...

L'apprentissage des ministres donnera du pouvoir aux hauts-fonctionnaires

Sylvie Goulard est, de notoriété publique, bourrée de qualités, dont celle d'être polyglotte et d'avoir du courage. La députée européenne centriste avait même l'ambition, contrariée, de succéder à Martin Schulz au Parlement européen. On disait cette femme, par ailleurs spécialiste des questions économiques et monétaires, idéale pour les affaires européennes (au minimum), voire au quai d'Orsay. Las ! La cuisine gouvernementale l'envoie... aux Armées ! Dont le ministre pendant cinq ans, Jean-Yves Le Drian, est envoyé... aux Affaires européennes et aux affaires étrangères.

De ce chassé-croisé des compétences, on peut imaginer ce qu'il peut sortir. D'abord, un temps de latence pour ces ministres afin de prendre la mesure de leurs tâches dans ces portefeuilles majeurs. Or, l'action publique ne souffre pas beaucoup de délais. Par exemple, il faudra très rapidement prendre quelques décisions sur le budget pour éviter les dérives, notamment décider de la poursuite ou non du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu...

Ensuite, l'apprentissage des ministres donnera du pouvoir aux hauts-fonctionnaires, qui adorent faire leur éducation quand ils en ont l'occasion, quand ils ne revendiquent pas carrément de faire tourner la maison tous seuls, comme les militaires. On comprend mieux pourquoi Emmanuel Macron veut renommer tous les directeurs d'administrations centrales. Enfin, l'effet boomerang le plus probable, c'est que les problèmes non résolus par les ministres remonteront au couple Elysée-Matignon... Comme sous Sarkozy et Hollande. Conclusion : pour le renouvellement de l'action publique, ce n'est pas encore gagné !

V) Les premières réactions politiques aux nominations du nouveau gouvernement d'Edouard Philippe

Aurélie M'Bida

Avec un duo issu des rangs de la droite à Bercy, le signal donné par Emmanuel Macron et Edouard Philippe fait largement réagir les politiques. Tour d'horizon.



Les premières réactions politiques aux nominations du nouveau gouvernement d'Edouard Philippe © DR/Eric Houry / Ville du Havre

Les premières réactions à la composition du nouveau gouvernement d'Edouard Philippe, mercredi 17 mai, concernent essentiellement l'arrivée de Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, tous deux Les Républicains, à Bercy. La surprise Nicolas Hulot est également commentée dans les rangs de la droite comme de la gauche.

A gauche :

Jean-Luc Mélenchon, alors qu'il vient de déposer sa liste France Insoumise à Marseille, a déclaré mercredi 17 mai, "c'est un gouvernement de droite". Et d'ajouter à l'évocation du nouveau ministre Nicolas Hulot : "Nul doute sur ce qui sera réservé à l'impératif écologiste. Quand on a comme Premier ministre un homme central dans le lobby nucléaire, on n'a pas de doute".

Dans un communiqué, le Parti socialiste a estimé, "en choisissant de confier 'Bercy' à Bruno Le Maire (Les Républicains, et ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Fillon, NDLR) et Gérard Darmanin (LR, proche de l'ancien président Nicolas Sarkozy, NDLR), le Premier ministre Edouard Philippe aura l'assurance de pouvoir mener une politique économique 'de droite et en même temps... de droite' dont les priorités consisteront à augmenter la CSG, supprimer l'ISF, remettre en cause les protections des salariés, réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires et casser les services publics".

Pierre Laurent, le secrétaire national du Parti communiste français épingle un "gouvernement libéral de combat". Pour le PCF, "l'ensemble des affaires économiques de la France est confié aux hommes de droite, confirmant le virage austéritaire et libéral de Macron (...) Jean Yves Le Drian aux Affaires étrangères en duo avec Marielle De Sarnez aux Affaires européennes et surtout avec Sylvie Goulard, ministre des Armées, laisse présager la dérive militaire de notre politique internationale". Avant de s'interroger : "dans quelle galère s'est embarqué Nicolas Hulot, nommé ministre d'État à la Transition écologique et solidaire ?"

Comme la majorité des politiques, la réaction du parti Europe Ecologie Les Verts se veut circonspecte à l'égard des choix effectués : "**Europe Écologie Les Verts** ne partage ni le projet, ni les valeurs du chef de l'État et de son Premier ministre et nous ne leur faisons pas confiance pour faire de l'écologie leur boussole", annonce le parti écologiste dans un communiqué. Peu convaincu par la nomination de Nicolas Hulot en qualité de ministre d'Etat, il réclame : "des éclaircissements sur le périmètre des attributions du ministre et la feuille de route qui lui sera confiée sont extrêmement importants, d'autant plus que cet affichage va à rebours de la composition générale du gouvernement".

A droite :

Pour Bernard Accoyer, secrétaire général Les Républicains, "les membres de notre famille politique qui ont choisi, en nombre très réduit (Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, NDLR), de rejoindre ce gouvernement ne font plus partie des Républicains".



les
Républicains

Direction de la communication – Service de presse

Paris, le 17 mai 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

Un gouvernement provisoire et de confusion

En choisissant de composer une équipe ministérielle disparate, Emmanuel Macron continue d'entretenir l'ambiguïté dans le débat démocratique.

L'objectif principal de ce gouvernement provisoire et de confusion est de brouiller les repères des Français dans la campagne des élections législatives. Le Président de la République cherche à verrouiller le débat démocratique dans une alternative inacceptable entre En Marche et les extrêmes.

Les membres de notre famille politique qui ont choisi, en nombre très réduit, de rejoindre ce gouvernement ne font plus partie des Républicains. Ils font le choix personnel de faire campagne avec le Premier Ministre en faveur des candidats d'En Marche contre nos candidats LR-UDI. Cette situation ne correspond pas à la conception qui est la nôtre de l'engagement politique.

Le pays a plus que jamais besoin de cohérence et de clarté.

C'est ce que nous voulons lui proposer autour de François Baroin avec nos partenaires de l'UDI. Nous avons un projet cohérent, avec des différences très nettes comparées à celui de ce gouvernement En Marche, nous le défendrons avec force.

Au nom de convictions fortes, j'invite nos compatriotes qui souhaitent l'alternance à se mobiliser massivement les 11 et 18 juin pour les candidats LR-UDI de la Majorité pour la France.

Bernard ACCOYER
Secrétaire général des Républicains



Bernard Accoyer@BernardAccoyer

Les membres de notre famille politique qui ont choisi, en nombre très réduit, de rejoindre ce gouvernement ne font plus partie des Républicains

François Baroin (LR), qui conduit la campagne de la droite aux législatives, "regrette à titre personnel" l'entrée de Bruno Le Maire et Gérard Darmanin dans le gouvernement d'Edouard Philippe, a-t-il déclaré interrogé par les journalistes.

Les autres réactions:

Pour le Front national, s'en prend au "système UMPS aux manettes". Pour le parti de Marine Le Pen, s'inquiète du retour "des personnalités qui ont déjà largement fait la preuve de leur totale incompétence comme M. Bayrou, M. Lemaire ou M. Le Drian, ou des apparatchiks comme Mme de Sarnez ou M. Castaner, on constate que le renouvellement ou la prime à la compétence qui avaient



Front National@FN_officiel

Retrouvez la réaction du Front National à la nomination du #GouvernementPhilippe : <http://www.frontnational.com/2017/05/reaction-du-front-national-a-la-nomination-du-gouvernement/> ...

Dans un communiqué officiel Debout La France, **Nicolas Dupont-Aignan** a fustigé un "gouvernement au service de Bruxelles". "Sous couvert de renouvellement, M. Macron a distribué les postes à des 'eurobéats', tenants d'une ligne d'extrême-européisme, a-t-il déclaré, ce gouvernement socialo-centriste (...) va continuer une politique folle de soumission à Bruxelles et contraire aux intérêts français".

VI) Un gouvernement pour "casser" la droite aux législatives

Par Jean-Christophe Chanut



En confiant le ministère de l'Economie et des Finances à Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, tous les deux membres du parti "Les Républicains", Emmanuel Macron et Édouard Philippe veulent embarrasser la droite avant les élections législatives. (Crédits : © Charles Platiau / Reuters)



Jean-Christophe Chanut@jcchanut

Le premier gouvernement du quinquennat Macron respecte plusieurs engagements du président en mêlant personnalités politiques et de la société civile. Mais, il s'agit surtout d'un gouvernement destiné à gêner la droite pour les élections législatives. Le fait que deux membres du parti "Les Républicains" tiennent l'économie et les finances en est la plus belle preuve.

Dix-huit ministres et quatre secrétaires d'Etat. Le premier gouvernement du quinquennat d'Emmanuel Macron a donc été dévoilé ce 17 mai et il est en apparence parfaitement à l'image... d'Emmanuel Macron. Il est en effet le fruit d'un savant dosage, mariant des acteurs de la société civile - provenant notamment du monde socio-économique - avec de vieux briscards politiques, des très proches du nouveau président qui l'ont accompagné depuis un an. En outre, l'équipe est parfaitement paritaire avec autant d'hommes que de femmes, tant chez les ministres de plein exercice que chez les secrétaires d'Etat. Du Macron "pur sucre" donc, fidèle en apparence à sa devise "et droite et gauche ».

"Les Républicains" monopolisent Bercy

Certes mais à y regarder de plus près, on constate que les ministères clés pour les questions économiques et sociales sont soit occupés par des "apolitiques", soit par des personnalités classées à droite et au centre... Même si, certes, certains ministères régaliens prestigieux sont attribués à des personnalités de l'aile droite du PS. Ainsi, le "nerf de la guerre", c'est-à-dire la forteresse Bercy, celle qui tient les cordons de la bourse, est entièrement aux mains des ministres venus du parti "Les Républicains", en l'occurrence Bruno Le Maire, député de l'Eure et ancien ministre de François Fillon, et Gérard Darmanin, maire de Tourcoing et jeune espoir de la droite. tactiquement, c'est bien joué. Deux représentants du parti "Les Républicains" se retrouvent ainsi aux commandes des finances du pays. De quoi bien embarrasser le parti LR pour les élections législatives. C'est aussi un signe sur l'orientation économique que compte donner Édouard Philippe et Emmanuel Macron à leur politique. On sait que les deux hommes sont très sensibles au rétablissements des comptes public, à la maîtrise des déficits et aux rétablissement de la compétitivité. C'est eux qui vont gérer la hausse de la CSG pour une partie de la population (un grand nombre de retraités notamment) et la "vraie-fausse" suppression de ISF...

Des personnalités "civiles" dans des ministères clés

Par ailleurs, fidèle à ses engagements de campagne, Emmanuel Macron a très fortement fait entrer dans les ministères des représentants de la société civile. La "star" est bien entendu Nicolas Hulot pour l'Ecologie. Le nouveau président réussit ce que François Hollande et Nicolas Sarkozy n'ont pas réussi à faire: recruter l'ex-animateur vedette...très populaire. Mais derrière cette belle prise, d'autres professionnels reconnus sont également de la partie. Ainsi, Muriel Penicaud hérite du très délicat portefeuille du Travail. On sait que la réforme du droit du travail va être l'un des premiers dossiers sur la table du gouvernement et qu'Emmanuel Macron veut aller vite. Avec Muriel Penicaud, il aura à ses côtés une très bonne praticienne des questions des relations sociales et une très

bonne connaissance de l'entreprise. Cette sur-diplômée a en effet travaillé autant dans le public que le privé. Elle fût conseillère au cabinet de Martine Aubry au ministère du Travail mais aussi DRH de Danone et de Dassault System. Et elle était jusqu'à sa nomination au gouvernement directrice générale de Business France. Une expérience multiple donc pour cette grande spécialiste de la formation professionnelle... Son côté "apolitique" permettra peut-être de calmer les esprits des syndicats très remontés contre les projets d'Emmanuel Macron. C'est un peu la même chose avec l'Education nationale dont va hériter Jean-Michel Blanquer. Ce grand universitaire, a lui aussi l'expérience du terrain - il a été recteur - et connaît bien le ministère pour avoir été directeur des affaires scolaires. Voilà deux ministères sensibles qui ne seront donc pas dirigés par des "politiques", ce qui évitera peut-être des états d'âme au moment d'arbitrages compliqués... Un avantage pour le président qui n'aura pas à faire face à des ministres "politiques".

Pas de réelle ouverture vers le PS... mais une volonté de "casser" la droite

Bien entendu, la garde rapprochée d'Emmanuel Macron n'est pas oubliée avec la nomination de Richard Ferrand au ministère de "la Cohésion des territoires" et de Mounir Mahjoubi au poste de secrétaire d'Etat au numérique, lui qui avait été le "Monsieur numérique" du mouvement "En Marche!". Mais d'autres proches de la première heure ne sont pas entrés... faute de place. Pour autant, d'autres soutiens extérieurs à " En Marche!" sont là. François Bayrou du MoDem, bien sûr, mais surtout Gérard Collomb, sénateur maire de Lyon, toujours encarté au PS dont il était l'un des plus imminents représentants de l'aile "droitière". Un autre socialiste est là aussi, mais "hollandais" historique, lui: Jean Yves Le Drian qui hérite du Quai d'Orsay.

En revanche, mis à part ces anciens soutiens du président, le parti Socialiste est tout de même ouvertement ignoré. Emmanuel Macron pratique l'ouverture à droite pour "casser" le parti "Les Républicains" avant les législatives mais il n'a pas besoin de faire de même envers un PS totalement dans les choux. Le Parti radical de gauche (PRG), en revanche, a droit à son représentant avec la présence d'Annick Girardin, qui passe de la Fonction publique sous François Hollande à l'Outre-mer sous Emmanuel Macron.

Manifestement ce premier gouvernement n'est donc pas appelé à rester figé après les élections législatives si Emmanuel Macron trouve une majorité. Des ajustements seront faits en fonction du rapport de force. En attendant, l'équipe actuelle est faite pour séduire les Français, avec la présence de personnalités appréciées comme Nicolas Hulot, mais aussi pour mettre le parti "Les Républicains" dans l'embarras



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Le Salon des seniors et les conditions de vie des retraités

Gérard Le Puill humanite.fr



Défendre le droit à une retraite décente et lutter pour conserver des pensions dont le pouvoir d’achat ne se réduise pas est un combat majeur en ce début de quinquennat Macron. Photo : Philippe Huguen/AFP

Le troisième âge est vu de plus en plus comme un marché dans notre société qui promeut en permanence une offre diversifiée de services payants. Très

fréquenté par les retraités et par des actifs proches de la retraite, le 19ème « Salon des seniors » se tient à partir de ce jeudi 18 mai et jusqu’à dimanche au Palais des expositions de la porte de Versailles à Paris. Environ 50 000 visiteurs sont attendus sur quatre jours.

Les organisateurs du « Salon des seniors » annoncent « 60 ateliers, 70 conférences et 10 villages thématiques pour accompagner les seniors dans leur nouvelle vie ». On ne niera pas ici l’utilité de certains aspects d’un tel salon en raison de la somme d’informations qu’il peut apporter aux visiteurs. Mais les salons sont d’abord organisés pour faire du business, même quand les thèmes dominants sont « retraite, santé, voyages, logement, nouvelles technologies, emploi ». Nous savons par exemple qu’il devient difficile d’obtenir un emprunt pour acheter un logement lorsque l’on est retraité. Qu’à cela ne tienne. Un « courtier indépendant multimarques en assurance de prêt sur internet », ont nous tairons ici le nom, affirme à l’attention des visiteurs qu’il « dresse un état des lieux et un comparatif chiffré des solutions d’assurance emprunteur dédiées aux seniors, qui n’hésitent pas à emprunter sur des durées de plus en plus longues. Allongement de l’espérance de vie, absence de risque de chômage, épargne conséquente etc ., les seniors affichent plus que jamais le profil d’emprunteurs idéaux. Reste un obstacle de taille : celui de l’assurance », affirme ce site qui se propose de résoudre le problème contre une rémunération.

Parmi les personnes âgées, les pensionnaires des maisons de retraite sont désormais plus nombreux que les acheteurs de nouveaux logements, avec ou sans robot pour remplacer la femme de ménage. Parallèlement se développent les « résidences pour seniors » dans lesquelles on peut devenir copropriétaire mais dont les frais de gestion sont souvent très élevés. Avec le temps, ce type de résidence, conçu pour le quatrième âge, devient souvent un « Gagatorium » pour reprendre le titre du livre de Christine Ravenne, ancienne journaliste, publié en 2014 chez Fayard. Cette résidente avait perdu beaucoup d’argent au moment de revendre son appartement dans ce type de résidence. Hier, veille de l’ouverture du Salon, une dépêche AFP évoquait une petite révolution dans un « établissement d’hébergement de personnes âgées dépendantes (EHPAD) situé dans la campagne stéphanoise ». La « Maison d’Annie » compte 80 résidents « dont une vingtaine de très dépendants qui ont du mal à mâcher et à avaler, souvent à cause de maladies neuro-dégénératives ». La dépêche ajoutait que « cette résidence fait partie des quatre sites pilotes d’un programme nutritionnel lancé par le groupe de restauration collective Sodexo : une alternative au tout mixé avec des menus composés par le chef trois étoiles, Michel Bras». Un autre extrait de cette même dépêche nous indiquait que « face aux risques de fausses routes obstructives, et donc d’étouffement, 30 à 40% des repas sont servis mixés » dans ce genre d’établissement.

Des pensions bloquées et une baisse annoncée par Macron via la CSG

Si la politique de l’offre cible de plus en plus les retraités dont environ la moitié dispose encore d’un pouvoir d’achat satisfaisant, les quatre années de blocage des pensions durant le quinquennat de François Hollande se sont traduites par une baisse du pouvoir d’achat de tous les retraités. On sait aussi qu’Emmanuel Macron veut à nouveau faire reculer le pourvoir d’achat de 10 millions de retraités qui ont des pensions supérieures au niveau du SMIC en augmentant leur cotisation à la CSG de 1,7 point afin de supprimer parallèlement la cotisation maladie et la cotisation chômage sur le bulletin de paie des salariés. En procédant de la sorte, Macron permet aux patrons de ne rien payer quand ils accordent 20€ mensuels d’augmentation aux smicards qu’ils exploitent. Dans un courrier daté du 18 avril dernier qu’il s’adressait aux retraités, Emmanuel Macron écrivait : « Je veillerai à ce que les 40% de retraités les plus modestes soient exonérés de l’augmentation de 1,7 point de la Cotisation sociale généralisée». A l’attention de 60% qui seront taxés il indiquait en guise de mot de consolation : « C’est une mesure qui renforcera en actes la solidarité intergénérationnelle car, grâce à vous, nous redonnerons du pouvoir d’achat à vos enfants et à vos petits enfants après une décennie au cours de laquelle il n’a que très peu augmenter». Ainsi se justifiait l’homme que les Français ont élu président de la République le 7 mai face à Marine Le Pen.

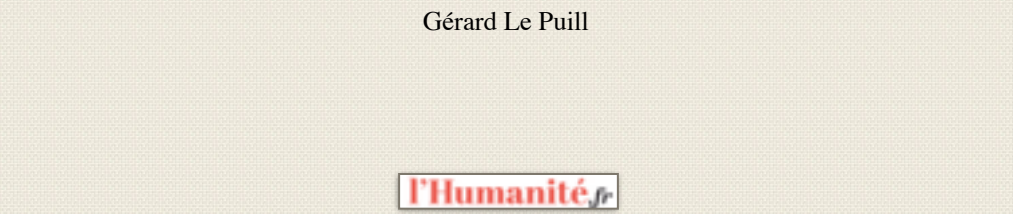
C’est dire à quel point les retraités ont intérêt à se monter vigilants pour défendre leurs revendications. Cette présence revendicative trouvera sa place au salon des seniors sur le stand de La Vie Nouvelle (allé F, stand 33) le magazine bimestriel des retraités CGT qui se diffuse à près de 70 000 exemplaires. Défendre le droit à une retraite décente et lutter pour conserver des pensions dont le pouvoir d’achat ne se réduise pas d’année en année est un combat majeur en ce début de quinquennat. Surtout que le nouveau président de la République veut aligner par le bas le niveau des pensions via la mise en place d’une retraite par points, en cassant au passage tous les régimes spéciaux et en faisant reculer la solidarité. Cette réforme est ainsi formulée dans sa lettre du 18 avril adressée aux retraités : « Chacun aura un compte personnel de retraite, facilement consultable, sur lequel seront consignés tous les droits accumulés au cours de la vie, au titre des cotisations versées, mais aussi de la

solidarité». L’homme qui propose à chaque demandeur d’emploi de devenir auto-entrepreneur en galère ne dit pas comment fonctionnement la « solidarité» dans sa future réforme des systèmes de retraite.

Ce n’est pas dans les salons que nous aurons satisfaction

Par ailleurs, ce qui se passe en Grèce a de quoi alerter les retraités français comme leurs homologues des autres pays de l’Union européenne. Soumis à la pression permanente du FMI et de la Commission européenne sous influence allemande pour obtenir les prêts dont elle a besoin, la Grèce a réduit le pouvoir d’achat des retraités de 40% entre 2010 et 2016 inclus. Comme le taux chômage est de 24% dans ce pays et de près de 50% chez les moins de 30 ans du fait de l’austérité imposée au pays, les retraités grecs doivent encore venir en aide à leurs enfants et petits enfants privés d’emploi.

En France, les commentateurs sont nombreux à vouloir nous imposer l’idée que le salut des européens viendra de l’application d’une politique économique copiée sur le « modèle » allemand. Mais voilà que le FMI, lui-même, vient de faire les révélations suivantes concernant l’Allemagne : les personnes pauvres disposant d’un revenu inférieur à 60% du revenu disponible médian étaient 16,7% de la population en 2015, contre 10% en l’an 2000. De même, 22,5% des salariés allemands ont un salaire brut inférieur aux deux tiers du salaire horaire médian contre 21,3% au Royaume Uni, 17,2% en moyenne dans l’Union européenne et 8,8% en France. Ces chiffres nous montrent que l’on n’obtient rien sans luttes, que l’on soit actif ou retraité. Comme le proclame un slogan syndical qui a gardé toute sa pertinence : « Ce n’est pas Matignon, ce n’est pas dans les salons que nous aurons satisfaction ». Mieux vaut donc ne pas accorder d’état de grâce au président Macron dont le premier gouvernement connu depuis hier n’a pas de ministre, ni de secrétaire d’Etat en charge des personnes âgées et de l’autonomie alors que ce fut le cas précédemment.



LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Dans les archives de Mediapart: les casseroles des ministres de Macron

Par Fabrice Arfi et La rédaction de Mediapart

Même pas nommés, déjà épinglés. Mediapart a passé à la moulinette de ses propres archives les membres du gouvernement d’Édouard Philippe, le premier de la présidence Macron. Résultat : il en ressort une série d’histoires peu reluisantes pour au moins cinq ministres – et non des moindres.

Même pas nommés, déjà épinglés. Mediapart a passé à la moulinette de ses propres archives les membres du gouvernement d’Édouard Philippe, le premier de la présidence Macron. Résultat : il en ressort une série d’histoires peu reluisantes pour au moins cinq ministres – et non des moindres. Revue de détail dans l’ordre protocolaire du nouveau gouvernement.

Édouard Philippe (premier ministre), un mauvais élève de la transparence



Le premier ministre Édouard Philippe, le 15 mai, sur le plateau de TF1. © Reuters

Trois jours avant sa nomination à Matignon, le premier ministre Édouard Philippe a eu les honneurs de Mediapart concernant son rapport, disons, pour le moins particulier avec la transparence. Alors député Les Républicains (LR) du Havre, Édouard Philippe a écopé, en 2014, d’un « blâme » de la Haute Autorité pour la transparence de la

publique (HATVP), instance indépendante créée après l’affaire Cahuzac pour contrôler le patrimoine des élus.

Prié comme n’importe quel élu d’inscrire la valeur de ses biens immobiliers dans sa déclaration patrimoniale, le parlementaire du Havre n’a rien trouvé de mieux que d’écrire : « Aucune idée. » Cette attitude cavalière, qu’Édouard Philippe attribue aujourd’hui à une « mauvaise humeur » liée aux lois pour la transparence post-Cahuzac qu’il n’avait pas votées, a valu au nouveau premier ministre une « appréciation » de la HATVP. Sans conséquence judiciaire ni financière, ce blâme n’est toutefois pas une procédure anodine, puisqu’il est réservé aux « manquements d’une certaine gravité ». Une vingtaine de parlementaire ont écopé d’une « appréciation » ces dernières années.

Édouard Philippe avait également joué les boudeurs quand il s’était agi pour lui, toujours en tant que député, de remplir dûment sa déclaration d’intérêts. Impossible de savoir combien il a gagné comme lobbyiste pour le géant du nucléaire Areva ou quels ont été ses émoluments en tant qu’avocat d’affaires. « Je ne suis pas certain de comprendre la question. Vous voulez connaître mon taux horaire au jour de l’élection ? Ma rémunération mensuelle moyenne ? Annuelle ? », avait-il écrit dans le formulaire.

Premier premier ministre de la présidence Macron, Édouard Philippe est censé porter aujourd’hui, de concert avec le garde des Sceaux François Bayrou, un vaste projet législatif de moralisation de la vie publique, première grande loi annoncée du quinquennat.

L’affaire que Gérard Collomb (ministre de l’intérieur) voudrait oublier



Gérard Collomb. © DR

Il s’agit d’un vieux dossier poissonneux que le nouveau ministre de l’intérieur aimerait oublier. En novembre 2009, Mediapart publiait une enquête sur l’affaire dite de « Saint-Fons », qui a rythmé l’actualité judiciaire lyonnaise pendant des années. Saint-Fons, petite commune de l’agglomération

lyonnaise, a été le théâtre d’un vaste système d’évaporation de subventions mis au jour en 2001.

Mais malgré huit années d’instruction judiciaire, l’affaire était arrivée en 2009 devant le tribunal correctionnel de Lyon, avec des trous quant au rôle exact joué par Gérard Collomb.

De fait : Collomb fut au milieu des années 1980 le président fondateur d’une association à l’activité insaisissable, l’EPRA, qui a perçu, entre 1994 et 2000, au moins 200 000 euros de fonds publics détournés. Il était à l’époque député du Rhône et le principal conseiller municipal d’opposition à Lyon.

Entendu comme simple témoin par la brigade financière en janvier 2006, Gérard Collomb n’a jamais été inquiété judiciairement dans ce dossier, même si le juge d’instruction qui a clôturé l’enquête, Jean-Pierre Berthet, n’a pas hésité à souligner plusieurs zones d’ombre. Pour toute explication, le maire de Lyon avait affirmé aux enquêteurs être totalement étranger aux faits et avoir démissionné « fin 1989 » de l’association incriminée, « sans toutefois que soient modifiés les statuts en préfecture », comme le souligne le juge Berthet dans le document qui a clos son enquête.

Derrière les détournements de fonds publics, tous liés à la galaxie socialiste de la fédération d’éducation populaire Léo-Lagrange, se cachent des soupçons de financements politiques occultes du Parti socialiste (PS). Mais ceux-ci n’ont jamais pu être corroborés par la justice pour une raison essentielle : l’homme clé du système, un certain Michel David, qui était à la fois le trésorier de la fédération socialiste du Rhône et trésorier de l’association présidée par Gérard Collomb, est mort d’un cancer en 2001. Tous les protagonistes de l’affaire ont chargé le mort durant l’instruction.

Les petits arrangements d’Agnès Buzyn (ministre de la santé) avec les conflits d'intérêts



Agnès Buzyn. © DR

Mars 2016. Agnès Buzyn, qui vient d’être nommée ministre de la santé du gouvernement Philippe, est propulsée à la tête de la Haute Autorité de santé (HAS), un acteur clé du système de santé français. Au même moment, Mediapart rapporte les propos

récurrents d’Agnès Buzyn sur les laboratoires pharmaceutiques, suscitant de vives inquiétudes sur sa passivité vis-à-vis des situations de conflits d’intérêts dans le monde de la santé.

En février 2013, le professeur Agnès Buzyn, alors présidente de l’Institut national du cancer (INCA), déclarait ainsi lors d’une réunion organisée par le Nile, un cabinet de lobbying : « L’industrie pharmaceutique joue son rôle, et je n’ai jamais crié avec les loups sur cette industrie. Il faut expliquer que vouloir des experts sans aucun lien avec l’industrie pharmaceutique pose la question de la compétence des experts. »

Même musique en janvier 2016 devant la commission des affaires sociales du Sénat. Agnès Buzyn a longuement expliqué que l’obligation de déclarer tout lien d’intérêts avec les laboratoires est devenue trop « handicapante » pour certains chercheurs. « Ils ne le supportent plus et refusent de venir aux expertises de l’INCA. On passe notre vie à écrire des mails d’excuses aux experts pour leur expliquer pourquoi on n’a pas pu les retenir à l’analyse de leurs déclarations », s’est-elle inquiétée, regrettant de ne pouvoir prendre des chercheurs qui ont, avec l’industrie pharmaceutique, des liens d’intérêts pourtant susceptibles d’influencer leurs expertises.

Les positions de la nouvelle ministre de la santé avaient alors fait bondir Irène Frachon, la lanceuse d’alerte de l’affaire du Mediator. « La solution n’est pas, comme l’affirme Agnès Buzyn, de passer outre ces liens d’intérêts. L’affaire du Mediator le démontre de façon tragique : des experts indiscutablement “compétents” sont restés solidaires d’un industriel lourdement criminel, en minimisant notamment les dégâts de ce poison. Il faut donc se doter d’une expertise vraiment indépendante. Une des solutions, comme le proposent les membres de l’association Formindép [Association pour une formation et une information médicales indépendantes – ndlr], est de créer des filières d’études de haut niveau d’expertise qui puissent assurer de belles carrières et des rémunérations suffisantes afin de prévenir la captation par l’industrie », s’était-elle émue dans Mediapart.

On ne pourra pas reprocher à Agnès Buzyn de ne pas avoir mis en pratique ses théories. De 2009 à 2011, alors même qu’elle venait d’être nommée membre du conseil d’administration puis vice-présidente de l’Institut national du cancer, elle n’a pas pour autant renoncé à participer aux boards de deux laboratoires, Novartis et Bristol-Meyers Squibb.

L’emploi très flou de la femme de Bruno Le Maire (ministre de l’économie) pour le député Le Maire Bruno



Bruno Le Maire. © DR

C’était potentiellement une petite affaire Fillon. En octobre 2013, Mediapart révèle que la femme de Bruno Le Maire, artiste-peintre de son état, a été rémunérée plusieurs années sur un poste de collaboratrice à temps plein à l’Assemblée nationale, pour un travail dont il fut difficile d’établir

concrètement la réalité.

Pauline Le Maire est artiste-peintre et mère de quatre enfants. Mais dans les médias, son mari Bruno, député UMP d’Évreux et ancien ministre, l’a toujours présentée avec ces deux activités-là. Et uniquement celles-là. À ses heures perdues, elle en aurait pourtant exercé une troisième. Elle aurait été rémunérée aux frais de l’Assemblée sur un poste d’assistante parlementaire à temps plein, de 2007 à l’été 2013 (avec une longue interruption pour congé maternité), grâce à des contrats signés soit par son époux, soit par le suppléant de celui-ci, Guy Lefrand.

Bizarrement, cet emploi n’a jamais été mentionné en public, ni par l’intéressée ni par ses employeurs. L’un des anciens membres de l’équipe de Guy Lefrand reconnaissait d’ailleurs n’avoir « jamais eu vent » d’un tel contrat.

Interrogé sur les missions de sa femme au service de Guy Lefrand – un médecin qui s’est concentré sur les questions de santé et de psychiatrie à l’Assemblée –, Bruno Le Maire se contente d’écrire dans un mail : « J’assume totalement. » Sans répondre à la question posée.

En février 2011, Pauline Le Maire était en effet présentée dans Paris-Match comme petite-fille d’agriculteurs, artiste-peintre et mère, jamais comme assistante parlementaire.

Elle occupait théoriquement son « job » à l’Assemblée depuis trois ans (dont plus d’un an aux côtés de son mari), mais confiait juste à Paris-Match, au sujet de la politique : « Je l’ai parfois vu arriver à la maison en lambeaux. » C’est beaucoup plus fièrement que Bruno Le Maire est arrivé, jeudi 18 novembre, à la tête du ministère de l’économie.

Muriel Pénicaud (ministre du travail) et l’embarrassante soirée à Las Vegas



Muriel Pénicaud. © Dr

Le parquet de Paris ouvre en pleine campagne présidentielle, le 13 mars 2017, une enquête préliminaire « visant des faits éventuels de favoritisme, de complicité et de recel ». L’enquête, confiée aux policiers de l’Office central anti-corruption (OCLCIFF), faisait suite à un

signalement de l’Inspection générale des finances (IGF) concernant une coûteuse soirée organisée à Las Vegas, en janvier 2016, par l’organisme Business France, agence nationale au service de l’internationalisation de l’économie française. Muriel Pénicaud en était alors sa directrice générale.

Business France est placé sous la double tutelle du ministère de l’économie et du Quai d’Orsay. Alors ministre de l’économie, Emmanuel Macron fut le principal invité de la soirée « French Tech night » à Las Vegas. L’exécution de ladite soirée avait été confiée au géant Havas.

Seulement voilà : aucun appel d’offres n’avait été lancé pour l’organisation de l’événement, qui avait coûté la bagatelle de 381 000 euros. Un manquement au code des marchés publics sur lequel l’Inspection générale des finances publiques a enquêté en décembre, à la demande de Michel Sapin, l’ancien ministre de l’économie et des finances. Selon l’IGF, dont le rapport avait été rendu public par Le Canard enchaîné, « la commande de la prestation Havas est susceptible de relever du délit de favoritisme ».

Sollicité par Mediapart, l’entourage d’Emmanuel Macron avait dit ne pas être « surpris » par l’ouverture d’une enquête : « C’est la procédure administrative normale. Cette enquête banale sur une affaire banale ne nous concerne pas. Si favoritisme il y a, ce n’est pas celui du ministre, mais celui de Business France par rapport à Havas. Ce n’est en aucun cas une affaire Emmanuel Macron. » En effet. Mais elle pourrait devenir une affaire Pénicaud.

mediapart.fr

MAIS AUSSI

Un ministre ne devra pas dire ça

l'edito de Didier Micoine

Premier Conseil des ministres pour l’équipe d’Emmanuel Macron, façon rentrée des classes. L’occasion pour le nouveau président de rappeler quelques règles (un peu oubliées sous François Hollande et ses prédécesseurs). Pas question pour les membres du gouvernement de répéter à la presse ce qui se dit dans le huis clos. Et les ministres devront être sûrs de la loyauté de leurs responsables d’administration qui seront donc évalués et éventuellement remplacés. Bref, une volonté très nette de verrouiller (qui irait jusqu’à vouloir sélectionner les journalistes lors des déplacements présidentiels). Cela sera-t-il efficace pour éviter les fuites? On peut en douter, et c’est tant mieux pour le droit à l’information. En tout cas, pour paraphraser le titre d’un livre qui a eu un certain succès il y a quelques mois (et qui a coûté cher à François Hollande), un ministre ne devra pas dire ça.



A Suivre...
La Presse en Revue